

DES MATCHES

l'information et du spectacle sportifs

En outre le développement de la télévision par satellite ayant éliminé la notion de frontière, le coup devrait être encore plus sévère. En effet, dès lors que les programmes de la télévision belge ou anglaise seront accessibles dans le monde

droits des propriétaires du produit ou de la marchandise (les diffuseurs) et le respect des droits à l'information sportive.

Cette moyenne pourrait se trouver dans l'instauration de certaines règles pondératrices par exemple :

Il serait intéressant que l'inamovible qui trône sur la CAF dresse un bilan des concours financiers consentis par cette organisation pour la promotion du football dans le continent. Pourtant une position d'éthique médiane, obligatoire, doit être trouvée entre les droits des propriétaires du produit ou de la marchandise (les diffuseurs) et le respect des droits à l'information sportive.

entier à quiconque possède un décodeur et une antenne satellite, chacun pourra regarder l'ensemble des matchs de ces événements sans devoir s'abonner à une chaîne cryptée.

Pour revenir à la CAN-2017 qui pourrait prendre la tournure d'une confrontation Egypte CAN, deux protagonistes sont interpellés dans cette affaire la Fifa et l'Algérie.

Il est à reprocher à la CAF d'avoir cédé ces droits de transmission au groupe Lagardère en dehors des règles de concurrence susceptibles d'obtenir les meilleures conditions financières et techniques et aussi de ne pas avoir subordonné cette attribution à un usage qui ne priverait pas les peuples des Etats les plus pauvres de la planète de l'accès à ces événements. Une sorte de chèque en blanc, c'est-à-dire que cette cession n'est accompagnée d'aucune condition d'usage. La CAF s'est limitée à vendre les droits en encaissant l'argent sans instaurer de garde-fous dans l'usage de ce produit spécifique.

Elle ne cache pas la prédominance de cette préoccupation financière et la justifie par les besoins de financement du football dans le continent.

Il serait intéressant que l'inamovible qui trône sur la CAF dresse un bilan des concours financiers consentis par cette organisation pour la promotion du football dans le continent.

Pourtant une position d'éthique médiane, obligatoire, doit être trouvée entre les

1- La cession gratuite ou a des prix réduits aux pays compétiteurs.

2- Des prix étudiés pour les pays pauvres ou traversant des situations difficiles. Des précédents nombreux démontrent que les coûts des droits de retransmission sont parfois prohibitifs pour certains pays africains qui rencontrent des difficultés économiques, des crises, ou encore des catastrophes naturelles.

Ce fut le cas du Burkina Faso concernant la CAN Angola de 2010, alors que le pays se relevait difficilement des inondations. La société LC2 Afnex, détentrice des droits de retransmission, demandait 877 millions de francs CFA à la Télévision nationale burkinabè : une dépense impossible à assumer au vu des préoccupations de la population. La chaîne publique avait donc décidé de se passer de la CAN.

Le fait de qualifier la CAN «d'évènement d'importance majeure» et d'instaurer une législation inspirée de la directive communautaire permettrait peut-être aux Etats africains de suivre les grands événements footballistiques de leur continent sans bourse délier.

Pour une contribution algérienne à la protection du droit à l'information sportive sur le continent

- La directive européenne date de 1989, c'est-à-dire il y a bientôt trente ans. La législation française a mis en œuvre la directive européenne depuis bientôt dix ans. Comment se fait-il que le législateur

algérien n'ait pas cru bon intervenir dans un sujet aussi important ?

- Enfin comme approche globale, il faut que l'Algérie, qui est quand même un grand Etat, ne laisse pas cette affaire des droits de transmission de l'édition 2017 de la CAN-2017 se transformer en une affaire égyptienne qui accentuerait la prééminence de cet Etat sur la CAF.

Pourquoi l'Algérie n'a pas essayé d'acquiescer ces droits de transmission et a laissé l'espace africain à un conglomérat français puis une chaîne asiatique ?

On y opposera sans doute la crise pétrolière mais nous répondons que l'Algérie était, aussi, lamentablement absente lorsque l'argent coulait à flots. Nous sommes devant un déficit d'ambitions, une incompétence en matière de négociations et une absence de vision stratégique au niveau sportif. Nous sommes devant un créneau porteur où un retour sur investissement est garanti pour peu qu'on développe un bon marketing.

Il est vrai que les cessionnaires des droits de transmission s'adonnent à un chantage en exploitant le besoin intense des populations de regarder les matchs, notamment pour les pays en compétition.

Ajoutons aussi le rôle des compétitions sportives dans l'absorption des tensions

teur de l'ENTV de l'époque, auteur du piratage, avait déclaré qu'il assumait son acte. Le Trésor public payera une très lourde amende : il est facile d'assumer avec le dinar public.

Il fallait que les autorités sportives de notre pays réagissent pendant les discussions sur la cession des droits de transmission.

Nos représentants à la CAF devaient s'impliquer pour que cette opération se fasse selon une procédure de mise en concurrence et que les soumissionnaires souscrivent à un cahier des charges qui déterminera des paramètres de fixation des redevances à exiger des télévisions publiques nationales. Il n'est pas approprié de réagir deux jours avant le début des compétitions.

Quelle conduite à tenir pour garantir le droit du public algérien à regarder cet événement planétaire ?

Il faut tirer les leçons et commencer d'ores et déjà à élaborer une stratégie pour les éditions futures :

1- préparer dès maintenant les négociations avec le titulaire des droits de transmission ;

2- étudier et préparer le lobbying de notre grand pays à l'intérieur de la CAF ;

Il est vrai que les cessionnaires des droits de transmission s'adonnent à un chantage en exploitant le besoin intense des populations de regarder les matchs, notamment pour les pays en compétition. Ajoutons aussi le rôle des compétitions sportives dans l'absorption des tensions sociales et politiques. Il faut aussi dire que les pays africains font preuve d'une incurie totale et d'une absence manifeste de prévoyance et de prévision en la matière.

sociales et politiques. Il faut aussi dire que les pays africains font preuve d'une incurie totale et d'une absence manifeste de prévoyance et de prévision en la matière.

Pour l'Algérie le problème qui se pose pour la CAN-2017 s'est déjà posé pour l'édition précédente et a donné lieu au piratage du match Algérie-Burkina. Attitude très anti-déontologique inacceptable d'un grand pays comme le nôtre. Le direc-

3- prendre connaissance des règles juridiques régissant les droits de retransmission ;

4- faire usage des techniques de négociation sérieuses et sereines.

5- l'Algérie doit développer sa diplomatie sportive et commencer à œuvrer pour une réforme de l'ordre sportif continental et mondial.

N.-E. L.